

2026

OPÉRATIONS DE RENSEIGNEMENT RUSSES



• PAX[®] •
CONSULTING

Pax Consulting

31-05-2026

Index

1.	LA MAIN CACHÉE	3
2.	LA MENACE INTERNE	3
2.1	Pénétration stratégique vs. renseignement frontalier	4
3.	LE PIÈGE DU RECRUTEMENT : HÉRITAGE ET CONTINUITÉ.....	5
4.	LE SIÈGE DE LA MOLDAVIE	5
5.	CONCLUSION	8
	ADDENDA. ET LA CHINE ?	10

1. LA MAIN CACHÉE

Le paysage sécuritaire européen contemporain n'est plus défini uniquement par le mouvement cinétique des colonnes blindées ou le positionnement des missiles balistiques. Un observateur du renseignement sait que nous sommes actuellement engagés dans une « guerre secrète » sophistiquée où les principaux centres de gravité sont la supériorité de l'information et la corruption stratégique. Il s'agit d'un conflit mené dans les sphères cognitive et politique des sociétés démocratiques, où l'objectif n'est pas d'occuper un territoire, mais de **démanteler la cohésion interne de l'État cible.**

La philosophie opérationnelle russe moderne privilégie la subversion des fondements de la démocratie libérale de l'intérieur. En exploitant l'ouverture inhérente aux institutions occidentales, les acteurs hostiles cherchent à induire un état de paralysie décisionnelle et de fragmentation sociale.

Si ces cadres stratégiques fournissent la base théorique de la guerre hybride, la réalité opérationnelle se trouve dans la dimension humaine. Pour vraiment comprendre cette « confrontation de l'information », nous devons analyser les récits spécifiques d'individus devenus des actifs du renseignement humain (HUMINT), trahis par les structures mêmes de continuité institutionnelle qu'ils étaient tenus sous serment.

La doctrine Gerasimov formulée par le chef de l'état-major général russe, cette doctrine met l'accent sur la primauté des moyens non militaires pour atteindre des fins stratégiques. Son objectif est de dégrader la « préparation, la volonté et les valeurs » d'un adversaire par une intégration fluide de désinformation, de levier économique et de subversion politique, rendant la force militaire une formalité finale, souvent inutile.

2. LA MENACE INTERNE

Les succès du contre-espionnage du Service de sécurité intérieure estonien (KaPo) offrent une fenêtre définitive sur le savoir-faire du recrutement des services russes. Les cas d'Herman Simm et d'Aleksei Dressen illustrent les mandats distincts et les styles de gestion du Foreign Intelligence Service (SVR) et du Federal Security Service (FSB).

Les services de renseignement russes continuent de s'appuyer sur les réseaux sociaux façonnés par l'expérience historique de chaque pays. La pertinence de

ces atouts potentiels varie selon l'héritage politique et culturel de chaque société européenne. Au cours des années 1930, l'Union soviétique devint un point de référence pour de nombreux Européens de gauche alors que les mouvements d'extrême droite progressaient à travers l'Europe occidentale. L'Espagne républicaine a également envoyé des milliers d'enfants en Union soviétique, et certains de leurs descendants sont ensuite revenus en Espagne après l'effondrement de l'URSS dans les années 1990. **De plus, de nombreux communistes européens ont été attirés par le projet soviétique après la Seconde Guerre mondiale, tandis que la persécution anticommuniste aux États-Unis a suscité la sympathie envers l'URSS parmi une partie de la population.** Ces liens historiques n'ont pas disparu ; dans de nombreux cas, leurs descendants font toujours partie du paysage social que les services hostiles cherchent encore à exploiter.

De même, tout mouvement qui se sent négligé par le gouvernement risque de devenir une cible de sensibilisation hostile. Les mouvements séparatistes à travers l'Europe, ainsi que des groupes isolés de tous horizons, quelle que soit leur idéologie, peuvent être abordés et exploités. Pour cette raison, l'inclusion est également un élément crucial de la résilience démocratique et de la défense.

2.1 Pénétration stratégique vs. renseignement frontalier

Caractéristiques	Herman Simm	Aleksei Dressen
Rôle/accès	Chef du département de la sécurité de la défense nationale ; l'accès à tous les secrets classifiés de l'OTAN.	Spécialiste au sein du Service de sécurité intérieure (KaPo) ; a enquêté sur des extrémistes internes.
Service de manutention	SVR (Renseignement Étranger)	FSB (Service fédéral de sécurité)
Motivation principale	Levier archivistique (ancien KGB) et avidité financière.	La cupidité financière ; « thésaurisait » de l'argent pour éviter d'être détecté.

Échelle des dégâts	A divulgué 3 000 documents de l'OTAN ; compromis l'architecture de sécurité centrale de l'Alliance.	A exposé les méthodes opérationnelles du KaPo ; aurait compromis des actifs occidentaux en Russie.
--------------------	---	--

3. LE PIÈGE DU RECRUTEMENT : HÉRITAGE ET CONTINUITÉ

Le « fardeau du passé soviétique » n'est pas qu'une simple note de bas de page historique ; c'est une vulnérabilité vivante exploitée par un levier archivistique. Lorsque les États baltes retrouvèrent leur indépendance, ils furent confrontés à un « piège au recrutement » critique : les seuls individus dotés d'une expertise technique approfondie dans des domaines spécialisés comme la surveillance électronique et les écoutes téléphoniques étaient d'anciens officiers du KGB.

Des actifs comme Vladimir Veitman et Herman Simm furent intégrés aux services modernes par nécessité perçue. Le SVR et le FSB ont utilisé leur continuité institutionnelle – tenant les archives de ces anciens officiers – pour les réactiver par le chantage. Ces spécialistes techniques représentent le risque ultime de « dormeur » ; ils ont été tenus à l'écart de la gestion des politiques mais ont maintenu l'accès technique nécessaire pour faciliter l'exfiltration massive pendant des décennies. Alors que la gestion de Simm par le SVR était une « pénétration stratégique » de haut niveau visant au cœur de l'OTAN, la gestion de Dressen par le FSB reflète leur mandat « proche de l'étranger », axé sur la sécurité intérieure et les mouvements radicaux.

La pourriture initiée par ces actifs individuels sert souvent de prélude à des efforts systémiques et plus publics visant à manipuler des architectures politiques entières.

4. LE SIÈGE DE LA MOLDAVIE

Fin 2024, la Moldavie a servi de « laboratoire à haute intensité » pour la subversion russe. Une opération massive de 150 millions de dollars a été lancée pour détourner le référendum sur l'UE du pays, dirigée par l'administration présidentielle du Kremlin et exécutée sur le terrain par l'oligarque Ilan Șor. Cette campagne utilisait une « Boîte

à outils de subversion totale » conçue pour ramener l'État au statut de vassal.

La boîte à outils de la subversion totale :

Corruption directe : Un réseau cellulaire de 33 000 militants a été mobilisé pour « acheter » des votes. Cette hiérarchie était conçue de manière à ce que chaque militant recrute 5 à 10 électeurs, promettant de l'argent en échange d'un vote « Non » à l'adhésion à l'UE.

Capture cléricale : Exploitant le sentiment religieux, la Russie a organisé des « pèlerinages » à Moscou pour les prêtres orthodoxes moldaves. Recrutés via le front « Evrazia ¹», ils ont reçu des cartes de paiement russes Mir et ont payé 1 000 dollars par mois pour diffuser des récits anti-européens depuis la chaire.

Radicalisation des jeunes : Des groupes de jeunes hommes ont été redirigés vers des « camps de guérilla » en Bosnie-Herzégovine et des centres de formation en Serbie. Ils étaient formés à la psychologie de masse et à la violence tactique, utilisant des sacs de chaux et des bombes fumigènes pour neutraliser les cordons policiers lors de provocations mises en scène.

Blanchiment financier : Pour contourner les sanctions occidentales, l'opération a utilisé Promsvyazbank, des systèmes peer-to-peer comme « Zolotaya Korona »² et des applications de cryptomonnaies pour canaliser des millions vers le financement politique illégal.

Malgré le budget de 150 millions de dollars, la campagne du Kremlin a échoué. Le **Service de renseignement et de sécurité moldave (SIS)** a réussi à démanteler le réseau car il possédait les moyens légaux et l'**autorité** pour bloquer les flux financiers illicites et les coordinateurs d'arrestation. La Moldavie a prouvé que la « **main cachée** » peut être coupée lorsque l'État agit avec une transparence résolue.

¹ Une « organisation autonome non commerciale » basée en Russie présentée comme promouvant la coopération dans l'espace post-soviétique, mais décrite par les autorités européennes comme une ONG promouvant les intérêts russes à l'étranger, y compris en Moldavie. L'UE a sanctionné Evrazia en octobre 2024 pour des actions déstabilisatrices contre la Moldavie.

² Un système de paiement et de transfert d'argent d'origine russe, également commercialisé internationalement sous le nom de **KoronaPay**. Il est utilisé pour les envois de fonds domestiques et transfrontaliers, y compris les virements en ligne et le retrait d'espèces via des banques partenaires, des opérateurs postaux et des agents dans plusieurs pays, notamment à travers la Russie, la CEI et les corridors migratoires voisins. KoronaPay décrit son réseau comme couvrant des partenaires dans environ 50 pays.

Ce théâtre d'opérations **spécifique n'était pas un événement isolé, mais plutôt un programme pilote** pour les méthodes actuellement déployées à l'échelle de l'Union européenne.

En synthétisant les méthodes opérationnelles modernes, nous pouvons identifier une logique stratégique cohérente : l'objectif est rarement de convertir la cible en une idéologie pro-russe, mais plutôt **de polluer l'écosystème avec des affirmations contradictoires pour induire une paralysie décisionnelle**.



La Russie utilise des dépendances financières pour transformer les hauts responsables politiques et fonctionnaires en « courroies de transmission » pour ses intérêts. En offrant des postes lucratifs dans les conseils d'administration dans des entreprises liées à l'État (le modèle des « Lords sur les conseils »), le Kremlin crée un état d'inertie politique, où l'État cible est incapable de répondre à l'agression russe parce que sa propre direction est financièrement liée à l'agresseur.

Des initiatives comme la Voix de l'Europe³ et la Plateforme baltique⁴ créent des mondes parallèles où le révisionnisme territorial russe est redéfini comme une « réunification

³ Un média en ligne enregistré à Prague sanctionné par l'UE en mai 2024 dans le cadre de mesures restrictives liées à la Russie. Le Conseil de l'UE l'a décrit comme un véhicule de désinformation pro-Kremlin sur l'Ukraine, financé et dirigé secrètement par Viktor Medvedtchouk via Artem Marchevskiy, et utilisé prétendument pour canaliser des fonds et construire un réseau d'influence avec des acteurs politiques européens.

⁴ Un format académique ou environnemental de « discussion internationale » portait sur la région de la mer Baltique, décrite par les services de renseignement et les médias d'enquête estoniens comme un vecteur d'influence lié au Kremlin plutôt que comme un véritable forum indépendant.

démocratique ». L'objectif n'est pas de gagner l'argument, mais de s'assurer que le concept de vérité empirique soit érodé, empêchant **une réponse démocratique unifiée**.

En exploitant des environnements réglementaires « légers », comme la **laverie de Londres**, le Kremlin intègre son capital au cœur même des économies occidentales. Cela crée une classe permanente de facilitateurs – **avocats et comptables** – qui **protègent les intérêts russes en tant que question de survie** professionnelle. Cela s'étend à l'influence politique sur des partis comme le **Rassemblement National** français et la Lega italienne, dont le financement opaque crée une dette politique à long terme. Ici, Vox, le parti politique d'extrême droite espagnol, peut également être mentionné puisqu'il a obtenu des prêts de banques hongroises.

Le parti d'extrême droite espagnol **Vox** a reconnu en 2024 avoir financé ses campagnes électorales municipales et générales de 2023 grâce à des prêts totalisant environ **9,2 millions d'euros** auprès du prêteur hongrois **MBH Bank/Magyar Bankholding**, une institution largement rapportée comme liée à des milieux d'affaires proches de Viktor Orbán. Et nous connaissons tous les préférences d'Orbán.

Le **complexe académico-enseignement** utilise des concepts tels que la « **macro-région balte-scandinave** » (BSM) pour piéger les chercheurs occidentaux. Dirigées par l'**Institut Primakov (IMEMO)**, le **MGIMO** et l'**Université d'État de Saint-Pétersbourg**, ces initiatives utilisent des sujets non politiques comme l'écologie pour identifier les vulnérabilités et mobiliser des voix politiques influentes.

5. CONCLUSION

La menace posée par *les Aktivnye Meropriyatiya* (Mesures actives) persiste, pourtant la **défense réussie des institutions en Estonie et en Moldavie** constitue une **feuille de route claire pour la résilience démocratique**.

Les rapports « **Aastaraamat** » du **KaPo estonien** représentent la **référence en matière de « dénomination et honte »**. En rendant publiques l'identité des agents et des organisations écrans, l'État rend la coopération avec des services hostiles socialement et politiquement ruineuse.

Les démocraties doivent fermer les failles utilisées par les facilitateurs. Cela inclut une **interdiction totale des dons politiques étrangers**, l'abolition du principe du « plus bas offrant » pour les infrastructures sensibles et la **fin des pipelines de capitaux illicites du « visa d'or »**.

L'éducation est la principale ligne de défense. Les décideurs et chercheurs doivent être formés à identifier les marqueurs des Mesures Actives, comme le Prix de la paix Léon Tolstoï – une initiative classique du Kremlin conçue pour améliorer l'image de la Russie en tant que leader multipolaire pacifique tout en menant la subversion.

Le facteur de dissuasion ultime ne se trouve pas dans le secret, mais dans une préparation ferme et constante. Comme l'histoire le démontre, lorsque les sociétés restent libres, résolues et transparentes, elles peuvent résister à toute main cachée. La préservation de notre intégrité démocratique est l'arme la plus puissante de l'arsenal moderne du renseignement.

Et c'est là le véritable danger pour des dirigeants comme Trump aux États-Unis ou Pedro Sanchez en Espagne, pour n'en citer que quelques-uns, car tous deux nuisent à la démocratie, bien que sous des angles idéologiques différents et par divers moyens. Au final, les deux attaquent le principe même de la démocratie : la séparation des pouvoirs.



ADDENDA. ET LA CHINE ?

La Chine et la Russie fonctionnent comme un « front uni » à l'international pour remodeler l'équilibre mondial des pouvoirs et marginaliser les démocraties occidentales. Bien qu'ils n'aient pas de traité formel, leur collaboration en intervention étrangère se caractérise par un alignement idéologique, des tactiques d'ingérence partagée et une guerre coordonnée de l'information, le tout maintenu par **des intérêts mutuels pragmatiques malgré une méfiance sous-jacente.**

La Chine adopte et reproduit de plus en plus les tactiques d'ingérence agressives de la Russie, un phénomène que les experts qualifient de « **russénisation** » de ses opérations d'influence étrangère. Dans leurs efforts pour subvertir la politique européenne, **les services de renseignement russes et chinois exploitent parfois exactement les mêmes atouts politiques.** Par exemple :

☞ Le politicien allemand de l'AfD Maximilian Krah a été placé sous enquête pour avoir reçu **des paiements illicites de la Russie et de la République populaire de Chine (RPC)**, tandis que son assistant parlementaire a été arrêté pour espionnage pour le renseignement chinois.

☞ Mateusz Piskorski, un militant politique polonais fortement impliqué dans un réseau de lobbying financé par le Kremlin, a été arrêté et accusé d'espionnage pour les services de renseignement russes et chinois.

Synergie dans la guerre de l'information et la propagande : La RPC contribue activement à l'assaut de l'information visant l'Occident en amplifiant les récits russes. Depuis l'invasion de l'Ukraine, **les médias d'État et les diplomates chinois ont constamment soutenu les justifications russes pour la guerre**, notamment lorsqu'ils diffusaient vers le « Sud global » pour présenter les États-Unis et l'Europe comme des forces néfastes :

★ La Chine utilise la sensibilisation culturelle et éducative en Europe pour détourner **délibérément l'attention de son soutien croissant aux efforts de guerre russes.**

★ L'intelligence artificielle chinoise, telle que la plateforme largement répandue DeepSeek, est déployée pour **déformer les perceptions occidentales** du conflit russo-ukrainien. Interrogé sur les atrocités russes à Boucha ou l'invasion du Donbass, DeepSeek évite les faits, occulte les critiques sur la Russie et répond presque exclusivement par la propagande d'État

chinoise. Les deux nations considèrent ce type de « confrontation cognitive » comme vital pour la guerre moderne et y collaborent activement.

Alors que les sanctions occidentales ont approfondi la dépendance économique de la Russie envers la Chine, la Russie s'est adaptée à l'asymétrie croissante dans sa relation en adaptant ses propres initiatives politiques à celles de Pékin. Par exemple, le « Grand Partenariat eurasiatique » et « l'architecture de sécurité eurasienne » de Moscou sont désormais explicitement associés aux initiatives chinoises « Ceinture et Route » et « Sécurité mondiale ». La Russie est même prête à modifier ses propres récits historiques pour apaiser son partenaire ; lors d'une célébration du Jour de la Victoire où Xi Jinping était l'invité d'honneur, le Kremlin a supprimé des passages condamnant les bombardements atomiques américains contre le Japon afin de ne pas saper le récit préféré de la Chine sur la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Leur partenariat n'est pas sans friction. Les évaluations académiques et de renseignement notent qu'il existe un niveau distinct de méfiance mutuelle, les deux pays craignant que l'autre ne conclue un accord détourné avec les États-Unis. Pour atténuer ce risque, ils organisent fréquemment des consultations à huis clos. En fin de compte, les deux régimes autoritaires calculent qu'ils ont bien plus à gagner de leur coopération – en termes de contournement des sanctions, de progrès technologique militaire et d'affaiblissement des alliances démocratiques – qu'ils ne perdent.

